

D6595  
(98.)

RESULTATS DE L'ENQUETE SUR L'ASSASSINAT DES PRESIDENTS  
Cyprien NTARYAMIRA du BURUNDI et Juvénal HABYARIMANA du  
RWANDA, LE 06 AVRIL 1994. (Source: Document de la Central  
Intelligence Agency - "CIA" - USA)

---

SECRET

I. INTRODUCTION.

Tout assassinat d'un être humain est un acte extrêmement répréhensible et socialement grave. De là, le soin et la méticulosité avec lesquels ont été menées nos recherches, toutes les informations qui ont été transmises ont été vérifiées, par la technique de la contre-mesure, auprès des personnes qui directement ou indirectement ont été en relation avec les faits présentés.

La I.S.T.O. avait des informations de source de confiance que le mercenaire d'origine marocaine, Edmond MEGUIRA, avait été la main criminelle dans cet attentat. Il nous restait seulement à corroborer cette information par une source digne de confiance qui n'était au courant des informations que nous possédions.

Au début du mois de Septembre 1993, notre Organisation avait pris connaissance qu'une organisation américaine, offrant des services similaires aux nôtres, avait été mandaté par Monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU pour la confection d'un document destiné au Ministère de la Défense Française (lettre du Général KAGAME au Ministre LEOTARD). Cette information nous a conduit, dans un premier temps, au Ministère de la Défense française et par la suite au Cabinet du Premier Ministre.

II. DEBUT DES ELUCBRATIONS.

Le 24 octobre 1993, le Chef des forces du F.P.R., le Général Paul KAGAME, dépose une lettre, contenant plus de 20 pages, au Ministère de la Défense française, adressée au Ministre de la Défense de ce pays, Mr François LEOTARD.

La lettre a été portée, en main propre, par un individu qui se présentait comme étant d'origine rwandaise et s'enregistrant sous le nom de François HAKUZIMANA. Dans cette lettre, le Général Paul KAGAME accuse le Gouvernement belge d'être responsable historique de la situation des TUTSI au Rwanda.

Il rapela à Mr Léotard qu'en 1972, la France avait donné son appui au Président Tutsi du Burundi, Mr Michel MICOMBERO, et que celui-ci, en aucun moment avait démontré de l'ingratitude envers la France.

Plus loin dans sa lettre il affirme: "L'appui de la France lors des offensives de 1990 et 1993, au Président HABYARIMANA a été octroyé, en fonction des raisons personnels, par le Président MITERRAND, dû à l'amitié et à la sympathie entre son fils Jean-Christophe Miterrand et le fils d'Habyarimana, Jean-Luc, et non pas en fonction des intérêts de la France. Seulement, un Gouvernement du F.P.R. pourra en réalité servir à ses intérêts. La France ne pourra, pendant longtemps, soutenir ouvertement un régime qui viole à chaque jour les droits humains et massacre le meilleur de son peuple."

Le point fort de cette lettre "signée" par le Général Paul KAGAME est le suivant: "Je suis assuré de l'aide et de l'appui inconditionnel des Etats-Unis à la cause du F.P.R., mais je me pose une question, pourquoi recourir aux Américains si étrangers à nos souffrances?"

Un Gouvernement du F.P.R. au pouvoir, installera la

démocratie et la justice au Rwanda, en s'appuyant sur l'expérience et les recommandations de son principal allié. Un Gouvernement du F.P.R. retournera dans le plus bref délai à Arusha pour négocier, cette fois-ci, un vrai partage des pouvoirs étant la seule façon de garantir la paix au pays.

Une copie de cette lettre a été remise à Mr Charles PASQUA, Ministre de l'Intérieur de la France, qui voit à ce moment-là seulement, le danger pour les intérêts de la France d'une alliance F.P.R. - USA en croyant sur parole le "bluff" de Kagame. "En aucun cas nous pouvons nous permettre de prendre un tel risque", dit Pasqua en réunion avec Balladur.

Avec la prise du pouvoir par le F.P.R. ou avec le Gouvernement du Président Juvénal HABYARIMANA, "Il s'agit de changer de camp au bon moment".

C'est dans cet esprit que "Charlie" dépose au Cabinet du Premier Ministre une copie du dossier comprenant une copie de la lettre de Kagame à Mr Léotard, son plan stratégique dans lequel il désigne les officiels de la D.G.S.E.: Cyrille LAFORTUNE et Michel BILLET comme étant les responsables de l'opération de manipulation de Kagame et il recommande l'utilisation de la Mafia slave pour procurer au F.P.R. du matériel de combat soviétique et ainsi rester dans l'ombre. Aucun matériel français ne doit être livré au F.P.R..

Cette initiative a été extra-officiellement approuvée par le Premier Ministre Balladur. "Le tout doit rester chez vous, si on me demande, je ne sais rien. Le Vieux (Mitterrand) ne devra être au courant de rien pour le moment.

C'est ainsi qu'une petite livraison d'armes légères a été

livrée au F.P.R.:

- 500 Fusils d'assaut de fabrication soviétique AK 47;
- 30.000 Cartouches;
- 1.000 Chargeurs de 30 Cartouches avec des étuis de transport;
- Quelques Canes de lubrifiant et de solvant à poudre.

Ces armes furent achetées à KIEV, à un haut officier de l'armée ukrainienne et furent transportées par bateau jusqu'au port de LAMU au Kenya et de-là jusqu'en Ouganda.

Ce fut l'officier de la D.G.S.E. Michel BILLET qui se chargea de l'opération d'entrée du matériel au Kenya et de son transport jusqu'en Ouganda, ce fut le 27 novembre 1993.

Trois semaines plus tard, soit le 20 décembre 1993, l'Officier de la D.G.S.E., BILLET, dans son rapport à Pasqua, signale que "la livraison n'a pas donné jusqu'à présent les résultats escomptés". Rien n'a changé dans la corrélation des forces sur le théâtre des opérations.

Or, Pasqua, déjà engagé dans l'opération "La Marseillaise" (Soudan-Algérie) a besoin d'une "onde de choc" assez puissante, susceptible de porter à la méditation le Soudan et exige "dans les plus brefs délais" une proposition de la part des Officiers Billet et Lafortune à cet égard.

### III. QUELQUES COMPLICATIONS.

Le "Groupe de surveillance de la région" (Service d'intelligence belge) basé au Zaïre, reçoit les informations de la livraison des armes à Kagame, par l'intermédiaire de la France et informe immédiatement leurs supérieurs à Bruxelles, lesquels envoient une lettre de protestation adressée à Balladur. Les

Belges exigent de celui-ci de "rester à l'écart d'un conflit qu'ils tiennent sous contrôle".

Balladur répond qu'il n'est pas au courant d'une telle opération et demande des informations plus précises avec les preuves nécessaires lui permettant de prendre les mesures nécessaires si "Charlie" avait pris une telle initiative sans son autorisation. Face à une telle réponse, les Belges furent convaincus que la France s'appêtait à tremper, dans la région, dans un double jeu.

Pour sa part, Balladur interdit à Pasqua d'effectuer d'autres livraisons au F.P.R. et exigea beaucoup de "finesse" dans l'opération.

IV. LES RECOMMANDATIONS BILLET-LAFORTUNE.

Les Officiers Billet et Lafortune remettent un document conjoint à Pasqua, le 7 janvier 1994, dans lequel ils recommandent de préparer une opération ayant comme objectif principal de provoquer une violente crise interne au Rwanda, de laquelle il découlera une réaction excessive du Gouvernement Rwandais et qui apportera comme conséquence:

- a) La perte du pouvoir du Président HABYARIMANA;
- b) La neutralisation définitive de KAGAME.

L'un ou l'autre des scénarios laisseront les Américains hors de la région, mais hors de toute doute, le scénario "A" saura redorer le blason de la France, si terni dans ce conflit pour son appui à Habyarimana.

Ce n'est qu'à la suite du document Billet-Lafortune que Mitterrand a pris connaissance du dossier, lequel a recommandé vivement qu'il soit confié à Pasqua "qui devra le mener dans la plus grande discrétion".

Aucun autre membre du Cabinet n'a eu connaissance du complot, et même les agents de la D.G.S.E., basés à Kigali, n'ont jamais été mis au courant des événements, malgré leurs soupçons dus aux déplacements de Billet et Lafortune.

Le 12 janvier 1994, une rencontre a eu lieu entre le Général Kagame et les Officiers Billet et Lafortune. Ils cherchaient à connaître les plans futurs du F.P.R. sous le couvert de "voir comment la France pouvait les aider". C'est ce jour-là, le 12 janvier 1994, que l'idée de l'assassinat du Président Habyarimana

a été exposé par le Général Kagame aux Officiers Billet et Lafortune.

Cette idée d'assassinat, lorsqu'elle fut transmise à Pasqua, a été accueillie par celui-ci avec beaucoup d'enthousiasme "en effet, l'assassinat du Président provoquera une situation de chaos et de perte de contrôle des autorités sur la population Hutu, laquelle devra effectuer des tueries, des vandalismes, etc..., mais en même temps développera, chez eux, le besoin de l'extermination totale du F.P.R."

Il a été évident, qu'à aucun moment, Pasqua avait désiré la prise du pouvoir par le F.P.R. et que les effets causés par l'assassinat du Président aient dépassé largement ses prévisions. Celles-ci furent tellement graves qu'il se vit incapable de rien faire.

#### V. LE PIEGE ETAIT TENDU.

Une fois le complot d'assassinat accepté par Pasqua, Billet et Lafortune rencontrent à nouveau, le 12 février, Kagame, dans un endroit situé près de la frontière Ougando-Rwandaise.

Dans cette rencontre, ils expliquent à Kagame les ressources nécessaires pour la préparation de tout l'attentat, à savoir: Les informations sur les déplacements futurs du Président, le choix de l'endroit, les armes à utiliser et surtout recruter la ou les personnes qui l'exécuteront.

Pendant cet entretien, Kagame se montre complètement incapable d'émettre, avec précision, de quels éléments logistiques et humains dont il dispose pour effectuer une telle entreprise. Chose à laquelle les Français s'attendaient afin d'avoir le maximum de contrôle sur l'opération qui ne "doit pas

D6595/8

échouer en aucun temps". Telles sont les ordres.

C'est ainsi que déguisés en bons samaritains, les Officiers Billet et Lafortune s'offriront à Kagame comme "collaborateurs dans le complot, en signe de bonne foi".

A la fin du mois de février, les agents Billet et Lafortune transmettent une étude opérationnelle à Kagame où il est proposé l'établissement d'un point d'observation sur l'aéroport de Kigali, lequel tient comme mission principale de rapporter une éventuelle sortie du Président Habyarimana et d'identifier avec précision tous les détails techniques de l'appareil utilisé. Le plan est déjà établi, abattre l'appareil à son retour, à un point donné.

Ils demandent à Kagame les hommes nécessaires pour l'exécution. Pasqua a été informé immédiatement du plan, donnant une réponse négative à la participation des Rwandais dans l'exécution du plan. Susceptible de mettre en lumière la participation française et faire échouer l'attentat, c'est ainsi qu'un mercenaire français d'origine marocaine, ex-légionnaire avec un large passé criminel, est recruté pour presser le bouton.

Edmond MEGUIRA fut payé 60.000 \$ US pour exécuter l'assassinat, il ne manquait que faire rentrer au pays l'arme choisi: un lance-missile portatif anti-aérien à tête chercheuse de fabrication soviétique.

Le lance-missile, ainsi qu'Edmond MEGUIRA, sont arrivés à Kigali à mi-mars 1994.

Il ne restait qu'à attendre l'information de la sortie du Président, identifier l'appareil et obtenir les informations sur la destination. Les données topographiques de navigation pour le retour, sur plusieurs destinations avaient déjà été préparées et

les points de tir choisis.

#### VI. L'ATTENTAT.

Dans l'après-midi du 5 avril 1994, l'agent de la D.G.S.E. Billet confirme à Méguira, le corridor de navigation de retour de l'avion du Président et immédiatement c'est le départ vers le point de tir pré-choisi.

Le 6 avril 1994, un missile de fabrication soviétique met fin aux vies des Présidents Ntaryamira et Habyarimana.

La façon par laquelle l'attentat a été exécuté, a été choisi en fonction du haut degré de sécurité qu'offre Méguira, réduisant ainsi au minimum les chances de sa capture physique et garantissant ainsi la confidentialité des personnages sinistres impliqués.

"Je n'hésiterais pas à prendre aucun risque pour servir les intérêts de la France".

Charles PASQUA.

FIN.